

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister belast met Economie en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN



F. 99 — 2298

[C — 99/27553]

**27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II et X, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1<sup>er bis</sup>, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 portant sur le programme-cadre visant à accompagner le développement des activités aéroportuaires en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives à la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, dans la perspective du développement durable des aéroports relevant de la Région wallonne, il s'impose de mettre en œuvre des solutions urgentes et adéquates pour réduire les effets négatifs dans la première zone du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne et pour y favoriser l'implantation d'activités économiques complémentaires;

Considérant, en effet, que la détermination d'un plan d'exposition au bruit aéroportuaire, basé sur un inventaire permanent des niveaux d'exposition et complété par des mesures d'accompagnement, anticipe, efficacement, les recommandations du 5<sup>e</sup> programme d'action de protection de l'environnement de l'Union européenne;

Considérant que, dans la zone géographique du plan d'exposition au bruit à laquelle correspond une nuisance sonore continue égale ou supérieure à Ld.n 70 dB (A), dite « zone A », la protection des habitants exposés à une telle nuisance sonore constitue un objectif prioritaire en matière d'environnement et de santé publique;

Considérant pour cette raison qu'il convient, dans cette zone, de prendre sans délai des mesures appropriées relatives aux commerçants, aux titulaires de professions libérales ou à toute autre personne habitant en zone A des aéroports relevant de la Région wallonne et y exerçant une activité à caractère professionnel afin de couvrir la totalité du préjudice subi dans le cadre des procédures d'acquisition volontaire actuellement en cours;

Considérant qu'il convient d'indemniser de manière distincte le trouble économique ou commercial induit par la nécessité de relocaliser les activités professionnelles exercées, avant le début du développement aéroportuaire nocturne, par les personnes habitant la première zone du plan d'exposition au bruit;

Considérant qu'il convient, dans un souci de sécurité juridique, de recourir à la collaboration de spécialistes tels les Comités d'Acquisition d'immeubles en vue d'évaluer le trouble précité;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel : l'indemnité destinée à couvrir le trouble commercial ou professionnel induit par le développement de l'activité aéroportuaire ainsi que les frais engendrés par la délocalisation de l'activité professionnelle;

2<sup>o</sup> comités : les Comités d'Acquisition d'immeubles, services relevant du Ministère fédéral des Finances.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans la zone A des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement est autorisé à proposer une indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel aux commerçants, titulaires de profession libérale ou à toute autre personne exerçant une activité à caractère professionnel, habitant l'immeuble dans lequel ils exercent leur activité professionnelle et dont ils sont propriétaires.

Cette indemnité s'ajoute aux mesures prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives à la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

L'activité professionnelle précitée doit être exercée en zone A avant le 1<sup>er</sup> mars 1998 en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, et un mois avant l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la première zone du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud en ce qui concerne cet aéroport. La preuve du début de cette activité est rapportée par toutes voies de droit, notamment, par l'inscription au registre de commerce.

§ 2. La proposition d'octroi de cette indemnité est portée, par envoi recommandé avec accusé de réception, à la connaissance des personnes visées ci-avant. En ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, cette proposition est faite dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. En ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud, cette proposition est faite dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la première zone du plan d'exposition au bruit de cet aéroport.

§ 3. La Région n'est tenue au paiement de cette indemnité que pour autant que les personnes visées ci-avant aient marqué accord sur le montant de celle-ci et ce dans les trente mois à compter de l'envoi de la proposition d'octroi de ladite indemnité.

Cet accord est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au service Serinfo ou à l'organisme désigné à cette fin par le Gouvernement.

La Région n'est valablement engagée à payer l'indemnité que pour autant que les personnes visées ci-avant aient également signé, pour accord, la promesse unilatérale d'achat visée par l'arrête du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 précité et aient levé effectivement ladite promesse.

Le droit à l'indemnité est ouvert durant cinq ans à compter de la réception de l'accord des personnes visées ci-avant sur le montant de l'indemnité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Au cas où le Gouvernement prolongerait le délai de cinq ans applicable à la promesse unilatérale d'achat visée par l'arrêté du 10 septembre 1998 précité, ladite prolongation de délai s'applique de plein droit à la présente indemnité.

L'indemnité est payée par la Région en même temps que le prix d'achat de l'immeuble et ses accessoires soit endéans les quatre mois de la réception par la Région de la levée de l'offre unilatérale d'achat.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans la zone A des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement est autorisé à proposer une indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel aux commerçants, titulaires de profession libérale ou toute autre personne exerçant une activité à caractère professionnel, habitant l'immeuble dans lequel ils exercent leur activité professionnelle et dont ils sont locataires.

Cette indemnité s'ajoute à celle prévue par l'arrêté du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

L'activité professionnelle précitée doit être exercée en zone A avant le 1er mars 1998 en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, et un mois avant l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la première zone du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud en ce qui concerne cet aéroport. La preuve du début de cette activité est rapportée par toutes voies de droit, notamment, par l'inscription au registre de commerce.

§ 2. La proposition d'octroi de cette indemnité est portée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la connaissance des personnes visées ci-avant. En ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, cette proposition est faite dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. En ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud, cette proposition est faite dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la première zone du plan d'exposition au bruit de cet aéroport.

§ 3. La Région n'est tenue au paiement de cette indemnité que pour autant que les personnes visées ci-avant aient marqué accord sur le montant de celle-ci et ce dans les trente mois à compter de l'envoi de la proposition d'obtention de ladite indemnité.

Cet accord est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au service Serinfo ou à l'organisme désigné à cette fin par le Gouvernement.

Le droit à l'indemnité est ouvert durant cinq ans à compter de la réception de l'accord sur le montant de l'indemnité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. La Région n'est valablement engagée à payer l'indemnité que pour autant que les personnes visées ci-avant établissent, par toutes voies de droit, avoir déplacé le siège de leur activité professionnelle en dehors de la zone A.

Cette preuve est rapportée lors de l'introduction de la demande de paiement de l'indemnité.

§ 5. L'indemnité est payée par la Région endéans le mois de la demande.

**Art. 4.** Le montant de l'indemnité est fixé par le Comité conformément aux principes d'indemnisation retenus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel n'est pas indexée.

**Art. 5.** L'évaluation de l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel par le Comité d'Acquisition est gratuite.

**Art. 6.** Le Comité adresse ses évaluations à la Région. Celle-ci notifie par lettre recommandée avec accusé de réception le montant de l'indemnité aux personnes visées ci-avant.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Le Ministre chargé de l'Economie et le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2298

[C — 99/27553]

**27. MAI 1999. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, II und X, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über das Rahmenprogramm zur Begleitung der Entwicklung der Tätigkeiten der in der Wallonischen Region befindlichen Flughäfen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 12. Mai 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung zwingend geboten ist, dringende und angemessene Lösungen anzuwenden, um die negativen Auswirkungen in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu senken und dort die Ansiedlung zusätzlicher wirtschaftlicher Tätigkeiten zu fördern;

In der Erwägung, dass in der Tat die Bestimmung eines Fluglärmbelastungsplans, der auf einem regelmäßig aufgestellten Inventar des Belastungspegels beruht und durch Begleitmaßnahmen ergänzt wird, den Leitlinien des 5. Aktionsprogramms für den Umweltschutz und der Europäischen Union zuvorkommt;

In der Erwägung, dass in dem für den Lärmbelastungsplan geographisch festgelegten Gebiet, dem eine anhaltende Lärmbelastung mit einem Wert Ld.n. von 70 dB (A) oder mehr, genannt « Zone A », entspricht, der Schutz der einer derartigen Lärmbelastung ausgesetzten Einwohner eine vorrangige Zielsetzung in Sachen Umwelt und öffentliche Gesundheit darstellt;

In der Erwägung, dass es deshalb angebracht ist, in dieser Zone unverzüglich angemessene Maßnahmen zu treffen bezüglich der Handeltreibenden, Freiberufler oder jeder anderen Person, die in der Zone A der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wohnen und dort eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausüben, um die Gesamtheit des im Rahmen der gegenwärtig auf freiwilliger Basis erfolgenden Erwerbsverfahren erlittenen Schadens zu decken;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die wirtschaftliche oder gewerbliche Störung, die durch die Notwendigkeit der Verlagerung der von den Bewohnern der ersten Zone des Lärmbelastungsplans vor dem Beginn der Entwicklung des nächtlichen Flugbetriebs ausgeübten beruflichen Tätigkeiten bewirkt wird, auf gesonderte Weise zu entschädigen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, im Sinne der Rechtssicherheit die Mitarbeit von Spezialisten wie etwa die Immobilienerwerbskomitees in Anspruch zu nehmen, um die oben erwähnte Störung zu bewerten;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe, und des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° « Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung »: die Entschädigung, die zur Deckung der durch die Entwicklung des Flugbetriebs bewirkten gewerblichen oder beruflichen Störung, sowie der durch die Verlagerung der beruflichen Tätigkeiten entstandenen Kosten bestimmt ist;

2° « Ausschüsse »: die Immobilienerwerbskomitees, Dienststellen, die unter die Zuständigkeit des föderalen Ministeriums der Finanzen fallen.

**Art. 2** - § 1. In der Zone A der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, ist die Regierung befugt, den Handeltreibenden, den Freiberuflern oder jeder anderen Person, die eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausübt und in dem Gebäude, in dem sie ihre beruflichen Tätigkeiten ausüben, als Eigentümer wohnen, eine Entschädigung vorzuschlagen.

Diese Entschädigung wird den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, vorgesehenen Maßnahmen hinzugefügt.

Die oben erwähnte berufliche Tätigkeit muss vor dem 1. März 1998 in der Zone A ausgeübt werden, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und einen Monat vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der ersten Zone des Lärmbelastungsplans des Flughafens von Charleroi-Brüssel-Süd, was diesen Flughafen betrifft. Der Beginn dieser Tätigkeit wird auf jeglichem Rechtsweg nachgewiesen, insbesondere durch die Eintragung in das Handelsregister.

§ 2. Die oben erwähnten Personen werden per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Vorschlag zur Gewährung dieser Entschädigung in Kenntnis gesetzt. Was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, wird dieser Vorschlag im Laufe des Monats des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses unterbreitet. Was den Flughafen von Charleroi-Brüssel-Süd betrifft, wird dieser Vorschlag im Laufe des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der ersten Zone des Lärmbelastungsplans dieses Flughafens unterbreitet.

§ 3. Die Region ist nur dann zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, wenn die oben erwähnten Personen sich mit dem Betrag der letzteren einverstanden erklärt haben und zwar innerhalb von dreißig Monaten ab der Einsendung des Vorschlags zur Gewährung besagter Entschädigung.

Dieses Einverständnis wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung an die Serinfo-Dienststelle oder an die zu diesem Zweck von der Regierung bezeichnete Einrichtung gerichtet.

Die Region ist nur dann rechtsverbindlich zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, wenn auch die oben erwähnten Personen ihr Einverständnis zu dem in dem oben erwähnten Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 erwähnten einseitig verbindlichen Ankaufsversprechen durch ihre Unterschrift bestätigt und dieses Versprechen auch tatsächlich aufgenommen haben.

Der Rechtsanspruch auf die Entschädigung wird für fünf Jahre ab dem Erhalt des Einverständnisses der oben erwähnten Personen zu dem in Absatz 1 erwähnten Betrag der Entschädigung gewährt.

Falls die Regierung die auf das in dem Erlass vom 10. September 1998 erwähnte einseitig verbindliche Ankaufsversprechen anwendbare Frist von fünf Jahren verlängern sollte, findet diese Fristverlängerung auch auf die vorliegende Entschädigung von Rechts wegen Anwendung.

Die Entschädigung wird von der Region gleichzeitig mit dem Ankaufspreis des Gebäudes und dessen Nebeneinrichtungen ausgezahlt, das heißt innerhalb von vier Monaten, nachdem die Region die Aufnahme des einseitig verbindlichen Kaufangebots erhalten hat.

**Art. 3 - § 1.** In der Zone A der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, ist die Regierung befugt, den Handeltreibenden, den Freiberuflern oder jeder anderen Person, die eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausübt, und die in dem Gebäude, in dem sie ihre beruflichen Tätigkeiten ausüben, als Mieter wohnen, eine Entschädigung vorzuschlagen.

Diese Entschädigung wird der durch den Erlass vom 26. November 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, vorgesehenen Entschädigung hinzugefügt.

Die oben erwähnte berufliche Tätigkeit muss vor dem 1. März 1998 in der Zone A ausgeübt werden, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und einen Monat vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der ersten Zone des Lärmbelastungsplans des Flughafens von Charleroi-Brüssel-Süd, was diesen Flughafen betrifft. Der Beginn dieser Tätigkeit wird auf jeglichem Rechtsweg nachgewiesen, insbesondere durch die Eintragung in das Handelsregister.

§ 2. Die oben erwähnten Personen werden per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Vorschlag zur Gewährung dieser Entschädigung in Kenntnis gesetzt. Was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, wird dieser Vorschlag im Laufe des Monats des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses unterbreitet. Was den Flughafen von Charleroi-Brüssel-Süd betrifft, wird dieser Vorschlag im Laufe des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der ersten Zone des Lärmbelastungsplans dieses Flughafens unterbreitet.

§ 3. Die Region ist nur dann zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, wenn die oben erwähnten Personen sich mit dem Betrag der letzteren einverstanden erklärt haben und zwar innerhalb von dreißig Monaten ab der Einsendung des Vorschlags zur Gewährung besagter Entschädigung.

Dieses Einverständnis wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung an die Serinfo-Dienststelle oder an die zu diesem Zweck von der Regierung bezeichnete Einrichtung gerichtet.

Das Rechtsanspruch auf die Entschädigung wird für fünf Jahre ab dem Erhalt des Einverständnisses der oben erwähnten Personen zu dem in Absatz 1 erwähnten Betrag der Entschädigung gewährt.

§ 4. Die Region ist nur dann rechtsverbindlich zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, wenn die oben erwähnten Personen auf jeglichem Rechtsweg den Nachweis erbringen, dass sie den Sitz ihrer beruflichen Tätigkeit außerhalb der Zone A verlegt haben.

Dieser Nachweis wird bei der Einreichung des Antrags auf Zahlung der Entschädigung erbracht.

§ 5. Die Entschädigung wird von der Region innerhalb des Monats ausgezahlt, in dem der Antrag eingereicht wurde.

**Art. 4 -** Der Betrag der Entschädigung wird gemäß den in der Rechtsprechung der Gerichtshöfe und Gerichte in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken in Betracht gezogenen Entschädigungsgrundsätzen von dem Ausschuss festgelegt.

Die Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung ist nicht an den Index gebunden.

**Art. 5 -** Die Bewertung der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung durch den Ausschuss ist kostenfrei.

**Art. 6 -** Der Ausschuss richtet seine Bewertungen an die Region. Diese stellt den oben erwähnten Personen per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung den Betrag der Entschädigung amtlich zu.

**Art. 7 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 8 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, und der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

## VERTALING

N. 99 — 2298

[C — 99/27553]

**27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (Zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, II en X, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende het kaderprogramma ter bevordering van de luchthavenactiviteiten in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen voor de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 november 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het met het oog op de duurzame ontwikkeling van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens geboden is dringend gepaste oplossingen te vinden om de negatieve gevolgen te beperken in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, en om de komst van bijkomende economische activiteiten te bevorderen;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan de door de luchthaven veroorzaakte geluidshinder, dat opgemaakt is op basis van een vaste inventaris van de blootstellingsniveaus en aangevuld is met begeleidingsmaatregelen, doeltreffend anticipeert op de aanbevelingen van het vijfde milieu-actieprogramma van de Europese Unie;

Overwegende dat in de geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, met name de « zone A », waarmee een constante geluidshinder van Ld.n. 70 dB(A) of meer overeenkomt, de bescherming van de inwoners die aan dergelijke geluidshinder blootgesteld zijn, een prioritaire doelstelling inzake leefmilieu en volksgezondheid is;

Overwegende dat, om die reden, zo spoedig mogelijk geschikte maatregelen in deze zone genomen moeten worden ten aanzien van de handelaars, de vrije beroepen of elke andere persoon die woont in de zone A van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en erin een activiteit met een beroepskarakter uitoefent met het oog op de dekking van het geheel van de schade die geleden is in het kader van de lopende procedures van vrijwillige verkrijging;

Overwegende dat onderscheiden vergoedingsregelingen dienen te worden getroffen voor de economische of handelsverstoring die voortspuit uit de noodzaak om een andere vestigingsplaats te vinden voor de beroepsactiviteiten die vóór aanvang van de nachtelijke luchthavenbedrijvigheid uitgeoefend werden door personen uit de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder;

Overwegende dat het past, om redenen van rechtszekerheid, over te gaan tot de samenwerking met deskundigen zoals de Comités voor de aankoop van onroerende goederen om bovenvermelde verstoring te evalueren;

Op de voordracht van de Minister-President belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium, en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring : de vergoeding bestemd voor de dekking van de handels- of beroepsverstoring die het gevolg is van de nachtelijke luchthavenbedrijvigheid, en de kosten m.b.t. het verplaatsen van de beroepsactiviteit;

2° comités : de Comités voor de aankoop van onroerende goederen, diensten die onder de Federale Minister van Financiën ressorteren.

**Art. 2. § 2.** In de zone A van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens is de Regering ertoe gemachtigd een vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring voor te stellen aan de handelaars, titularissen van vrije beroepen of elke andere persoon die een activiteit met een beroepskarakter uitoefent en woont in het gebouw waarin ze hun beroepsactiviteit uitoefenen en waarvan ze eigenaars zijn.

Bij deze vergoeding komen de maatregelen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen voor de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

De bovenvermelde beroepsactiviteit moet in de zone A uitgeoefend worden vóór 1 maart 1998 wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, en één maand vóór de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid wat deze luchthaven betreft. Het bewijs van het begin van deze activiteit wordt door alle middelen geleverd, met name door de inschrijving in het handelsregister.

§ 2. De bovenbedoelde personen worden bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs in kennis gesteld van het voorstel van toekenning van deze vergoeding. Wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, wordt dit voorstel gedaan binnen één maand na de inwerkingtreding van dit besluit. Wat de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid betreft, wordt dit voorstel gedaan binnen één maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van deze luchthaven.

§ 3. Het Gewest moet deze vergoeding slechts betalen voor zover de bovenbedoelde personen het eens zijn geworden over het bedrag ervan en binnen dertig maanden te rekenen van de verzending van het voorstel i.v.m. de toekenning van deze vergoeding.

Deze instemming wordt bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs gericht aan de dienst Serinfo of aan de daartoe door de Regering aangewezen instelling.

Het Gewest is slechts op geldige wijze ertoe verplicht de vergoeding te betalen voor zover de bovenbedoelde personen de eenzijdige aankoopbelofte, bedoeld in bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998, ook voor akkoord hebben ondertekend en deze belofte werkelijk hebben gelicht.

Het recht op de vergoeding staat open gedurende vijf jaar na ontvangst van de instemming van de bovenbedoelde personen met het bedrag van de in het eerste lid bedoelde vergoeding.

Ingeval de Regering de termijn van vijf jaar zou verlengen die van toepassing is op de eenzijdige aankoopbelofte, bedoeld in bovenvermeld besluit van 10 september 1998, geldt deze termijnverlenging van rechtswege voor deze vergoeding.

De vergoeding wordt door het Gewest betaald op hetzelfde ogenblik als de aankoopprijs van het gebouw en het toebehoren ervan, namelijk binnen vier maanden na ontvangst door het Gewest van het opheffen van het eenzijdige overnamebod.

**Art. 3. § 1.** In de zone A van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens is de Regering ertoe gemachtigd een vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring voor te stellen aan de handelaars, titularissen van vrije beroepen of elke andere persoon die een activiteit met een beroepskarakter uitoefent en woont in het gebouw waarin ze hun beroepsactiviteit uitoefenen en waarvan ze eigenaars zijn.

Bij deze vergoeding komt de premie bedoeld bij het besluit van 26 november 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

De bovenvermelde beroepsactiviteit moet in de zone A uitgeoefend worden vóór 1 maart 1998 wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, en één maand vóór de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid wat deze luchthaven betreft. Het bewijs van het begin van deze activiteit wordt door alle middelen geleverd, met name door de inschrijving in het handelsregister.

§ 2. De bovenbedoelde personen worden bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs in kennis gesteld van het voorstel van toekenning van deze vergoeding. Wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, wordt dit voorstel gedaan binnen één maand na de inwerkingtreding van dit besluit. Wat de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid betreft, wordt dit voorstel gedaan binnen één maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van deze luchthaven.

§ 3. Het Gewest moet deze vergoeding slechts betalen voor zover de bovenbedoelde personen het eens zijn geworden over het bedrag ervan en binnen dertig maanden te rekenen van de verzending van het voorstel i.v.m. de toekenning van deze vergoeding.

Deze instemming wordt bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs gericht aan de dienst Serinfo of aan de daartoe door de Regering aangewezen instelling.

Het recht op de vergoeding staat open gedurende vijf jaar na ontvangst van de instemming met het bedrag van de in het eerste lid bedoelde vergoeding.

§ 4. Het Gewest is slechts op geldige wijze ertoe verplicht de vergoeding te betalen voor zover de bovenbedoelde personen door alle middelen aantonen dat ze de zetel van hun beroepsactiviteit buiten de zone A verplaatst hebben.

Dit bewijs wordt bij de indiening van de aanvraag om betaling van de vergoeding geleverd.

§ 5. De vergoeding wordt door het Gewest betaald binnen één maand na de aanvraag.

**Art. 4.** Het bedrag van de vergoeding wordt door het Comité vastgesteld overeenkomstig de vergoedingsbeginselen die in aanmerking genomen worden door de rechtspraak van de Hoven en Rechtbanken inzake de onteigening ten algemenen nutte.

De vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring wordt niet geïndexeerd.

**Art. 5.** De evaluatie van de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring door het Aankoopcomité is kosteloos.

**Art. 6.** Het Comité richt zijn evaluaties aan het Gewest. Dit laatste stelt de bovenbedoelde personen bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs in kennis van het bedrag van de vergoeding.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister belast met Economie en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN